

SALOMON

**Les civils exposés aux répercussions
de la tentative de coup d'État.**

Index AI : ASA 43/002/00

Amnesty International a déclaré aujourd'hui (mardi 6 juin 2000) que la tentative de prise de pouvoir armée aux Îles Salomon révèle le risque couru par les civils lorsque les atteintes aux droits humains restent impunies.

La tentative de coup d'État de ce lundi aux Îles Salomon souligne l'échec des autorités nationales et de la communauté internationale, qui n'ont pas pu faire face de manière satisfaisante aux graves atteintes aux droits humains commises sur Guadalcanal, l'île principale de l'archipel.

Étant donné la détérioration manifeste de l'ordre public, il est plus que jamais essentiel de tenir les promesses qui ont été faites et d'envoyer sur le terrain des observateurs chargés de veiller au respect des droits humains, a poursuivi Amnesty International.

Il y a dix-huit mois que les violences interethniques font rage et que des tentatives sont faites à l'instigation du Commonwealth pour assurer le maintien de la paix, et pourtant personne n'a été contraint de répondre des dizaines de meurtres, des enlèvements ou du déplacement de plus de 20 000 personnes.

Les proches d'au moins 60 personnes tuées ou portées disparues attendent toujours que justice soit faite. Certains écoliers ont été la cible de fusillades tandis que d'autres ont été contraints de devenir des enfants soldats, a ajouté l'Organisation.

Les civils sont toujours exposés au risque d'être victimes de déplacements forcés ou d'attaques aveugles. La plupart des dépôts d'armes de la police ont été pris d'assaut par des groupes paramilitaires et extrémistes menant un conflit ethnique au nom de droits économiques et sociaux bafoués.

Amnesty International n'a cessé d'appeler toutes les parties au conflit à garantir la sécurité des villageois non armés et à respecter les normes internationales en matière de droits humains et de droit humanitaire.

Selon certaines sources, des policiers des Îles Salomon seraient impliqués dans cette tentative de coup d'État : c'est pourquoi il faut renforcer dès que possible les pouvoirs

des observateurs neutres déjà en poste à Guadalcanal et chargés de la surveillance de la paix afin d'assurer la protection des civils non armés dans l'hypothèse de nouvelles attaques effectuées en représailles.

Informations générales

En octobre 1998, des groupes armés extrémistes et des malfaiteurs tirant profit de la situation de crise ont contraint environ 20 000 habitants de l'île de Guadalcanal, pour la plupart des colons venus de la proche province de Malaita, à abandonner leur domicile, leur travail et leurs biens pour se réfugier avec leurs familles à Honiara, la capitale, soumise à un véritable siège, ou sur d'autres îles. Certains membres de ces groupes ont été arrêtés et un policier jugé pour meurtre, mais aucune enquête n'a été menée sur les homicides de villageois non armés.

Estimant que des meurtres atroces ont été commis, que de graves humiliations ont été infligées, que des biens ont été pris par des extrémistes issus des couches pauvres de Guadalcanal et regroupés aujourd'hui dans l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération d'Isatabu), un groupe paramilitaire, le *Malaita Eagle Force*

(MEF, Force de l'aigle de Malaita), cherche actuellement à se venger. L'IFM a compté par moments parmi ses effectifs de très nombreux enfants soldats, dont certains avaient été recrutés au moyen de pressions exercées sur leur famille.

Le MEF, armé illégalement et soutenu par certains membres de la police, dont les effectifs sont majoritairement originaires de Malaita, a recours à la violence depuis février 2000 pour imposer ses conditions dans le processus de paix engagé depuis un an avec beaucoup de difficultés par l'envoyé spécial du Commonwealth, l'ancien Premier ministre fidjien Sitiveni Rabuka.

Amnesty International pense que le fait de reconnaître l'existence des atteintes aux droits humains commises par toutes les parties au conflit et de chercher à y remédier est un élément essentiel pour ramener la paix et rendre la réconciliation possible ?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 20 7413 5566.